



Déclaration de la FNEC FP-FO Comité Social Administratif de l'académie de Rennes du 12 juin 2024

Monsieur le Recteur, Mesdames et Messieurs les membres du CSA académique,

Le président de la République et ses gouvernements ont mené une politique contre les Travailleurs depuis qu'ils sont au pouvoir. C'est cette politique qui est très lourdement rejetée au travers des résultats aux élections européennes.

A coups de lois liberticides, de 49-3, de loi scélérate sur les retraites, sur l'assurance chômage, de destruction des services publics, d'attaques contre le code du travail, le président de la République a méprisé la classe ouvrière pour favoriser ses amis de la Finance et a posé les premiers jalons d'une politique fasciste. Force Ouvrière exige l'abrogation de toutes ces contre-réformes.

Force Ouvrière sera toujours présente sur le terrain syndical pour défendre la classe ouvrière contre tous ceux qui l'exploitent, contre un patronat avide de profits et une classe politique à sa botte.

Fidèle au slogan de 1936 « Pain, paix, liberté » Force Ouvrière s'opposera toujours aux va-t-en guerre. La guerre que prépare le président de la République n'est pas celles des Travailleurs.

Force Ouvrière dénonce la politique de criminalisation des militants syndicaux, des étudiants, des lycéens qui se mobilisent dans un élan de justice sociale ou pour dénoncer le génocide d'Israël en Palestine. Des syndicalistes dans le cadre de leur mandat (Dix défenseurs de l'hôpital de Carhaix (Finistère), dont six syndiqués CGT, ont été placés en garde à vue alors qu'ils demandaient simplement le respect du protocole sur l'ouverture des urgences co-signé par l'Etat. Défendre l'hôpital public et l'accès aux soins n'est pas un crime !

Un responsable de Sud Education 29, Olivier Cuzon a été auditionné en gendarmerie suite à une plainte du ministre Darmanin pour s'être interrogé sur l'intrusion de promotion de dispositifs de l'armée au sein de l'Education Nationale.

Le secrétaire départemental de la CGT dans le Nord, Jean-Paul Delescaut, placé en garde à vue pendant quelques heures pour "apologie du terrorisme" et "incitation à la haine" après un tract sur le conflit au Proche-Orient. Le secrétaire du syndicat des médecins hospitaliers Force Ouvrière, contre qui une plainte a été déposée parce que son syndicat a produit un communiqué s'indignant de la situation faite aux Palestiniens et aux personnels hospitaliers en particulier, notamment du fait que les hôpitaux sont bombardés...).

Il faut que cesse immédiatement cette répression et que les plaintes à leur rencontre soient retirées sans délai.

Vous nous présentez aujourd'hui Monsieur le Recteur un bilan du SNU. Qu'est ce que le SNU sinon la volonté de ce gouvernement belliciste d'embrigader la jeunesse ? La place

de la jeunesse se trouve sur le banc de l'école pas dans des camps où on les fait assister, en uniforme à la levée du drapeau où on leur fait visiter des centres commandos.

Le SNU est censé préparer la jeunesse à une société solidaire. A qui le président de la République peut-il faire croire cela, lui et son gouvernement qui fournissent des armes qui servent à massacrer les Palestiniens et qui détruisent tous les dispositifs de solidarité de notre pays, les retraites, l'assurance chômage, l'Hôpital public et l'Ecole ! Le SNU servirait à développer l'enseignement citoyen. Bel exemple donné par le président et son gouvernement quand ils mettent en branle toutes les forces policières pour réprimer les lycéens et étudiants qui s'opposent à Parcoursup, au Choc des Savoirs et réclament la paix à Gaza !

Ce SNU coûte un pognon de dingue. FO en demande l'abrogation et que l'argent serve plutôt à créer des postes !

Les personnels, les lycéens, les parents d'élèves ont bien compris que la vraie politique du président de la République, c'est celle de l'exclusion et du tri social. Les professeurs ont bien compris que le choc des savoirs n'était qu'une machine à dégrader leurs conditions de travail et à les rendre corvéables à merci cinq jours par semaine de 8 h du matin à 17h30, en les soumettant à des réunions sans fin et sans utilité, en les privant de leur liberté pédagogique et en supprimant des moyens dans les autres disciplines pour financer cette réforme abjecte.

Enfin les personnels ont bien compris que le PACTE de Blanquer, Attal, Beloubet était une machine à détruire leurs statuts et à les placer dans un système de contrat de gré à gré avec les chefs d'établissement.

Ni SNU, ni PACTE, ni Choc des Savoirs ! Pour Force Ouvrière c'est très clair et très simple : restitution de tous les postes supprimés et création de tous les postes statutaires nécessaires, annulation du plan de 45 fermetures de classes dans les Côtes-d'Armor, annulation de toutes les fermetures et ouverture des classes demandées dans l'académie.